Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Taxe-Carbone-Le-consommateur

Taxe Carbone... Le consommateur payeur et le pollueur subventionné !

- Idées -



Date de mise en ligne : jeudi 1er octobre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

La planète est une chose trop sérieuse pour la laisser aux capitalistes et leurs gouvernements. On pensait que pour lutter contre le réchauffement climatique, une mobilisation de moyens humains et financiers serait décrétée. Pas du tout ! Michel Rocard, ancien Premier ministre socialiste, dans le rapport demandé par François Fillon, propose un nouvel impôt, « la taxe carbone » : + 300 euros annuels de chauffage par ménage, + 7 à 8 centimes pour l'essence par litre, + 15% sur le prix du gaz.

Sarkozy veut nous faire croire qu'on nous redonnera l'équivalent ! Mais si cela n'a aucune conséquence financière, quel intérêt pour « dissuader les consommations excessives ? », ou pour « financer les investissements utiles » ?

Pour la planète ou pour le profit ?

Les accords de Kyoto ont fait connaître en 1997 l'urgence de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais l'économie capitaliste s'engouffre derrière ce défi environnemental, pas pour sauver la planète mais pour faire du fric. Kyoto a inventé ainsi **une bourse financière de droits d'émission**, ce qu'on appelle le crédit carbone (CER), qui devient un nouveau marché.

Le carbone, source de profits !

- En 2008, Rhodia a investi 14 MEuros pour diminuer ses rejets dans deux usines de 15 Millions de tonnes, ce qui lui rapporte des CER qui valent 300 MEuros ! Et Rhodia peut les revendre, par exemple 10 millions de tonnes au Japon en 2008... Car les états sont acheteurs !
- Ainsi, Kyoto pour Rhodia, c'est 158 MEuros de revenus en 2008 (+17%). Mais sa filiale Polyamide qui possède les usines concernées annonce la suppression de 91 emplois !
- Arcelor-Mittal a droit à 8 millions de tonnes par an en France, au moins 1 million de plus que nécessaire, qui représentent au prix actuel 15MEuros ! Les industriels viennent d'obtenir de l'Union Européenne d'augmenter encore leurs crédits gratuits pour éviter... les délocalisations (ils disent la « fuite de carbone ») !

On est passé du pollueur payeur au pollueur subventionné !

Le marché mondial des crédits carbone est estimé à 90 milliards, et les financiers accourent. Natixis, connue pour ses pertes dans la crise financière a créé un fonds spéculatif de 141 MEuros !
Le capitalisme vert reste le capitalisme !

Comment réduire les émissions de carbone ?

Développer les énergies non émettrices de Gaz à effet de serre en France est simple : le nucléaire n'en produit pas. Mais il dépend fortement du secteur public avec de gros investissements nécessairement publics. Les gouvernements créent donc de nouveaux marchés pour les énergies dites "vertes" : éolien, photovoltaïque, subventionnent les investissements et inventent une "obligation d'achat" par EDF à un prix fixé et garanti, souvent

Copyright © Le Vénissian

pour 20 ans.

Combien ça coûte ? Ses promoteurs nous rassurent : seulement 50 Euros par an par ménage à terme car un cercle vertueux ferait que l'éolien et le photovoltaïque seraient de plus en plus efficaces et de moins en moins cher... Mais après une baisse régulière dans les années 90, le coût d'investissement de l'éolien a doublé depuis 2001, de 850 Euros/kW à plus de 1600 Euros/kW aujourd'hui, soit plus 7,5 % par an. Depuis que la filière est subventionnée, les prix montent ! Et le privé en redemande, les allemands ont augmenté de 30% les tarifs d'achat en 2009 !

L'objectif de photovoltaïque fixé au Grenelle représente 11 Mds Euros payé par EDF en 2021, soit une augmentation de la facture d'électricité d'au moins 200 Euros TTC/an/ménage, presque 50% !

Or, l'éolien et le photovoltaïque sont des énergies intermittentes. Il faut les compléter par d'autres sources toujours disponibles et suffisamment flexibles pour éviter de faire exploser le réseau ! Dans les faits, charbon, pétrole ou gaz ! **Et c'est ainsi que l'Allemagne multiplie les centrales au charbon, et que la France relance le gaz !**

Et pendant ce temps là, la casse du service public

Comme toujours, le marché masque la réalité des profits qui se concentrent dans quelques entreprises du photovoltaïque. Nos factures EDF et nos impôts paient le développement des énergies "vertes" au profit des entreprises de ce secteur, souvent étrangères, et indirectement le marché du gaz avec la privatisation de GDF.

Ces mesures accompagnent la casse du service public et la mise en cause du tarif régulé garanti. Les entreprises qui ont quitté EDF pour le marché s'étant retrouvées avec un prix en hausse, le gouvernement a inventé le Tarif Réglementé Transitoire d'Ajustement du Marché (TARTAM). C'est simple, le tarif « libre » est subventionné par une taxe sur la part nucléaire et hydraulique du tarif régulé, c'est à dire sur les deux principales sources d'électricité non carbonées alors que les centrales brûlant des combustibles fossiles sont exemptées !

La taxe carbone : un impôt injuste et inefficace

La taxe carbone vient donc s'ajouter à une marchandisation déjà forte de l'environnement. Qu'elle commence à 14 ou 32 Euros, quelque soient les compensations partielles pour les plus pauvres, elle représente un nouveau transfert des salaires vers le profit.

- Car les grandes entreprises reçoivent leurs droits à polluer gratuitement.
- Parce qu'elle représente un surcoût estimé de 300Euros à la charge des ménages, sans compter les hausses de prix et le coût pour les administrations et collectivités qu'il faudra payer sur l'impôt.
- Parce qu'elle compense en partie des gains pour les entreprises : suppression de la taxe professionnelle (18 milliards) ou exonérations de cotisations sociales (28 milliards 2008).

Le profit contre la planète !

Pire, ces réformes n'incitent même pas à la révolution énergétique, pourtant si nécessaire, puisqu'elle redouble dans la logique du « consommateur-payeur » sans toucher ni au contenu social ou environnemental du développement économique, ni aux critères de rentabilité financière des entreprises. Il y a pourtant tant à faire en recherche et en

Copyright © Le Vénissian

développement pour réduire les émissions de Gaz à effet de serre. Elles proviennent à 25,9% de la production d'énergie (12% seulement en France grâce au nucléaire), 19,4% de l'industrie, 13,5% de l'agriculture... **donc pas dans les comportements individuels quotidiens, mais dans les décisions économiques et politiques !** En France, les émissions totales ont été stables depuis 1990, mais ont augmentées de 14% dans le transport routier, conséquence de « l'étalement industriel » généré par l'externalisation et la mondialisation !

Pour réduire les émissions, il faut d'urgence
- développer le nucléaire à long terme
- investir en recherche et développement dans des modes de production propres, reconcentrés et relocalisés, réduisant les transports
- investir dans les villes pour renverser la part respective de la voiture et du transport public
- un plan national d'isolation, notamment du logement social.

Mais rien de tout ça dans le Grenelle du recyclage du capitalisme, du recyclage des spéculateurs dans le capitalisme vert et ce sont toujours les mêmes qui paient.

Ceux qui pillent la planète depuis si longtemps sont illégitimes. Pour s'attaquer aux défis écologiques, il faut rompre avec le capitalisme et le marché.

Copyright © Le Vénissian